

Syndicat d'intérêts locaux de Gasperich
29, rue Benjamin Franklin
L – 1540 Luxembourg

Réf.: 9/2012/713 AH

prière de rappeler dans toute correspondance

Luxembourg, le 8 mars 2016

Madame, Monsieur,

Par la présente, j'ai l'honneur de revenir à votre opposition à la démolition de la maison unifamiliale sise 24, rue Christophe Colomb en vue de la construction d'un immeuble à 3 appartements.

En effet, le projet initialement soumis prévoyait la démolition de la maison existante et la construction d'une résidence en exploitant au maximum le gabarit théorique et les dispositions y relatives du règlement sur les bâtisses de la Ville. A l'époque, l'immeuble n'était à pas encore classé dans un « ensemble sensible » par le plan d'aménagement général (PAG).

Par la suite, ce projet a suscité de fortes réactions d'opposition dans le quartier qui ont finalement déclenché la procédure de la servitude d'interdiction de travaux ayant frappé une partie du quartier de Gasperich et aboutissant dans le reclassement de cette partie du quartier en « ensemble sensible ».

De ce fait, le projet a été redressé de manière fondamentale et prévoit actuellement le maintien et la transformation intérieure de la maison d'origine, et cela dans le respect des conditions esthétiques applicables aux ensembles sensibles. Uniquement une extension au rez-de-chaussée avec les soubassements nécessaires sous forme d'annexe telle que l'on peut déjà en observer à maints endroits dans le quartier de ladite « Colonie » et une lucarne à l'arrière de la maison viennent s'ajouter au volume principal. L'harmonie du quartier et la sauvegarde de ce patrimoine rare et particulier, tellement revendiquées par les habitants, sont donc garanties.

Le nouveau projet a été instruit par le service de la police des bâtisses qui a constaté sa conformité par rapport aux prescriptions réglementaires régissant la matière.

Avant de prendre une décision et en application du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'Etat et des communes, je vous informe que vous avez au préalable la possibilité de consulter le dossier au service de la police des bâtisses, bâtiment administratif « Rocade », 3, rue du Laboratoire, III^e étage, ouvert au public les après-midi entre 14,00 et 17,00 heures, et de me présenter vos observations.

Les remarques éventuelles sont à m'adresser, par écrit, avant le 23 mars 2016.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Le Bourgmestre,



copie à la PdB